

Économie sociale à l'université de Reims-Champagne-Ardenne

Développer la reconnaissance du secteur et les compétences des acteurs

Université pluridisciplinaire, l'université de Reims-Champagne-Ardenne (Urca) compte environ 22 000 étudiants. Tournée vers la Picardie dans le cadre d'un pôle de compétitivité, sa proximité avec Amiens génère des collaborations spécifiques. Au plan administratif, l'Est, et même le grand Est (Strasbourg, Nancy, Dijon, voire Besançon) développe une attraction croissante. La recherche et l'enseignement en économie sociale ont connu une inscription historique dans Arcoress⁽¹⁾ (Arc oriental économie sociale et solidaire) piloté par Danièle Demoustier⁽²⁾. Il met en lien les enseignants chercheurs sur un axe Reims-Marseille (Nadine Richez-Battesti), n'excluant pas les échanges avec un volet ouest plus articulé autour de Nantes (Henry Nogues), Angers, Poitiers (Gilles Caire), Toulouse (Jacques Prades). Ces développements vont amener l'installation d'outils d'étude et de recherche désormais très sollicités par le Conseil régional de Champagne-Ardenne et la mise en place de véritables filières de formation en économie sociale. Michèle Severs⁽³⁾, maître de conférence en économie à l'Urca, a accepté de nous guider à travers ces dispositifs régionaux de recherche et de formation en économie sociale.

J.-L. S.

Un engagement « éthique »

Une forme matricielle de l'économie inscrit depuis l'antiquité une fonction humaine et sociale de l'économie comme outil de construction d'un « bon gouvernement ». Les délibérations citoyennes et la démocratie dans « *les débats sur le bien vivre ensemble* »⁽⁴⁾, en font depuis toujours un savoir sur la gestion des hommes et sur leurs inscriptions. Pour autant, à l'époque où la scène mondiale est occupée par une « good

(1) Réseau interrégional d'étude et de recherche en économie sociale et solidaire, l'Arcoress a structuré les échanges et les coopérations des chercheurs de l'économie sociale autour de recherches communes. Ce réseau a notamment permis lors des appels à projet lancés par la Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale de mutualiser les résultats des recherches effectuées par les différentes équipes adhérentes.

(2) Cf. Réponse n° 71 de mars 2007.

(3) Michèle Severs a quitté en mai 2007 la fonction de vice-présidente du Conseil des études et de la vie universitaire de l'Urca pour prendre la présidence, en septembre 2007, de la Chambre régionale de l'économie sociale de Champagne-Ardenne (Cresca).

(4) Dominique Méda, Qu'est ce que la richesse, Aubier 1999.



△ Michèle Severs à la tribune ; à ses côtés Isabelle Roux, chargée de mission à l'économie sociale au Conseil régional.



governance »⁽⁵⁾ célébrant les référents financiers, « la reconnaissance de l'économie sociale est un long combat pour celles et ceux qui y oeuvrent. Pour ma part, faire entrer l'économie sociale à l'université, sera un combat de vingt ans » témoigne Michèle Severs. Cependant, elle constate en même temps le chemin parcouru. Il y a quelques années, lors d'un colloque sur l'économie régionale organisé par le Laboratoire d'analyse des mouvements économiques du Centre de recherche organisations marchandes institutions (Lame-Omi)⁽⁶⁾, son intervention, « La reconnaissance de l'économie sociale, un enjeu pour la Champagne-Ardenne »⁽⁷⁾, souleva l'indifférence polie des universitaires présents qui découvraient l'économie sociale entendue comme un secteur productif regroupant les associations, les coopératives et les mutuelles. Aujourd'hui, la plupart de ses confrères souhaitent intégrer de l'économie sociale dans leurs filières d'enseignement respectives. Ce constat n'est cependant pas « partie gagnée ». Quelle part de reconnaissance porte cette évolution ? Quel risque de banalisation représente-t-elle ? Les représentations de certaines valeurs de l'économie sociale sont politiquement et économiquement « porteuses » : n'en affiche-t-on pas parfois la forme, l'apparence, en évacuant le sens, l'humanité ? Comme le rappelait le témoignage d'un cadre d'une coopérative rémoise appartenant à un grand groupe multinational de l'agroalimentaire, des raisons objectives peuvent motiver le choix de l'économie sociale comme une forme d'économie à part entière à côté d'autres formes. Il y a quelques dizaines d'années, au fil des processus de globalisation, la question d'une délocalisation de cette entreprise se posa. Les statuts coopératifs de cette

entreprise rendirent l'opération impossible. Malgré les pressions concurrentielles, le statut d'entreprise d'économie sociale peut s'imposer comme un marqueur opérationnel efficace.

Une recherche sur l'affirmation et l'action des entreprises de l'économie sociale

Pour préciser cette opérationnalité, le laboratoire Lame-Omi, va engager ce « long combat » autour de Jean-Jacques Petit et de Michèle Severs, économistes, et d'Antonin Gaignette⁽⁸⁾, gestionnaire.

Dans un premier axe de recherche, il entreprend des travaux sur l'origine, la définition et le champ de l'économie sociale. Quelles sont les raisons de la méconnaissance de ce pan du système productif ? En quoi consiste la spécificité, l'originalité du fonctionnement de ces entreprises ?

Dans un deuxième axe, ces chercheurs vont s'attacher à saisir l'économie sociale dans ses relations avec l'économie du capital et l'économie publique. Quelles sont les articulations entre ces trois secteurs dans l'économie de marché et où se situe le rôle de l'économie sociale dans les modes de régulation de la société française ? Créatrices d'emploi depuis plusieurs décennies malgré la crise, principalement dans les services, les entreprises

△ Dagees 2006-2007, remise du diplôme d'administration et de gestion des entreprises de l'économie sociale, au Conseil régional de Champagne-Ardenne (Chalons-en-Champagne).

(5) Au sens de la Banque mondiale, du FMI et du droit anglo-saxon.

(6) Le Lame dirigé par Gilles Rasselet est l'un des quatre laboratoires du Centre de recherche organisations marchandes institutions de l'Université de Reims-Champagne-Ardenne dont la direction générale est assurée par Christian Barrere.

(7) Article paru en 2001 dans un ouvrage collectif coordonné par Gilles Rasselet, Les dynamiques du développement régional, méthodes d'analyse et application à la Région Champagne-Ardenne, Presses Universitaires de Reims.

(8) Inventaire de l'économie sociale en Champagne-Ardenne (2002), pour le compte de la Cresca, financé par la Région et le Secrétariat général pour les affaires régionales.

de l'économie sociale se présentent comme des actrices privilégiées du développement local ⁽⁹⁾. Martino Nieddu, économiste, va rejoindre l'équipe originelle et participer aux recherches sur l'impact de l'économie sociale dans le développement : que partage-t-elle en terme d'entrepreneuriat, de gestion, de concurrence ? Qu'est-ce qui la distingue des secteurs financiarisés ⁽¹⁰⁾ ? Ces préoccupations vont être complétées par un troisième axe orienté sur le lien entre l'économie sociale et solidaire et le développement des territoires ainsi que sur les modalités de la professionnalisation des associations avec l'arrivée de Marc Fourdrignier ⁽¹¹⁾, sociologue, au Lame-Omi puis au sein du Centre de recherche analyse et évaluation des professionnalisations ⁽¹²⁾. Ces activités de recherche encouragées et soutenues par la Chambre régionale de l'économie sociale (Cresca) ont suscité l'intérêt des élus régionaux dont les commandes d'études régionales sur ce secteur se succèdent depuis 2000 : inventaire de l'économie sociale, inventaire du secteur de l'insertion par l'activité économique, besoins en formation du secteur associatif, économie sociale et territoires, état des lieux

des services à la personne. Les savoirs générés ont été l'objet de processus de transmission que l'université a progressivement intégré dans son champ de connaissance et de validation.

La formation des élus décideurs : une préoccupation sans cesse réaffirmée

En 1996, une auto-saisine du Conseil économique et social de Champagne-Ardenne sur le thème « Vie associative et enjeux économiques » insistait dans ses conclusions sur la nécessité de renforcer la qualification des élus des associations. A l'initiative des pouvoirs publics, se sont organisées de janvier à mars 2000, les consultations régionales de l'économie sociale et solidaire en Champagne-Ardenne ; à plusieurs reprises y a été réaffirmée, comme une revendication forte, la nécessité de la formation des élus décideurs. C'est dans ce contexte qu'est né le Dagees ⁽¹³⁾ (diplôme d'administration et de gestion des entreprises de l'économie sociale) avec des interrogations : que signifie former des élus bénévoles ? Doit-on les professionnaliser ? Comment certifier une formation sans être dans un registre de compétences professionnelles ?

Le positionnement de ce diplôme d'université s'est effectué sur la maîtrise politique des outils de gestion à la disposition des élus : un choix technique a parfois valeur « d'une pensée clef en mains » ⁽¹⁴⁾. Un élu décisionnaire n'étant ni un comptable, ni un responsable de ressources humaines, quelles sont les connaissances nécessaires à une prise de décision cohérente et adaptée ? Parfois la démarche de formation soulève des frictions dans certaines structures. Ces questionnements s'inscrivent dans la problématique de la gouvernance ⁽¹⁵⁾.

Au fil de ces échanges, la faculté des Sciences économiques sociales et de gestion et la Chambre régionale de l'économie sociale, soutenues par la Région vont pourtant mettre en place le Dagees ⁽¹⁶⁾.

Cette formation s'étend sur deux années au rythme d'un samedi par mois hors vacances scolaires. Décentralisée, elle se déroule dans les principales villes de la région en fonction de l'origine des participants. Ouverte aux élus des conseils d'administration des associations, des coopératives, des mutuelles, elle vise à les sensibiliser

(9) Les chantiers de l'économie sociale en Champagne-Ardenne (2003), étude réalisée par M. Fourdrignier, A. Gaignette, J.J. Petit, M. Severs, F. Thuriot, dans le cadre des deux laboratoires de recherche de l'Urca, Lame-Omi et le Centre de recherche sur la décentralisation territoriale en réponse à l'appel à projets « Dynamiques solidaires en région » lancé par la Diïes.

(10) Logiques stratégiques et dynamiques des territoires dans les projets des acteurs de l'économie sociale (2005), étude réalisée par M. Filippa, A. Gaignette, M. Nieddu, J.J. Petit, M. Severs, dans le cadre du Lame-Omi, en réponse au programme de recherche interrégional « Développement de l'économie sociale et solidaire », lancé par la Diïes et coordonné par le Sgar Rhône-Alpes.

(11) Marc Fourdrignier, maître de conférences, chercheur au Centre de recherche AEP. Université de Reims Champagne-Ardenne; mafourdrig@aol.com. Ses derniers travaux : en 2007, « Associations, actions publiques et professionnalisations », colloque international, Économie sociale et solidaire, territoire et politique. Regards croisés. Bordeaux, 29-30 novembre - en 2006, « Associations et territoires : de nouvelles identités ? » Identité et espace, colloque international, Reims, 22-24 novembre – « Associations, territoires et régulations. Programme interrégional de recherche-développement pour l'innovation et le développement en économie sociale et solidaire. SGAR Rhône-Alpes (en collaboration avec C. Harzo, P. Hirlet, F. Streicher).

(12) Dirigé par Danielle Potocki-Malicet, ancré dans la sociologie, les sciences de l'éducation et les sciences de l'information-communication.

(13) Cf Réponse n° 80 de janvier 2008.

(14) Cf. Dominium Mundi, L'empire du management, film de Gérald Caillat sur un texte de Pierre Legendre

(15) Une journée régionale d'information et d'échanges sur ce thème est en projet pour 2008 : comment faire en sorte que la technostructure assume son rôle technique et que les élus mettent en acte leur rôle de décision ?

(16) UFR des Sciences économiques sociales et de gestion - 57 bis rue Pierre Taittinger, Bureau 3094, 51096 Reims Cedex. Contact : Sandrine.deleuze@univ-reims.fr, tél. : 03 26 91 85 84.



△ Entrée du campus Croix-Rouge de l'Urca qui regroupe les UFR de sciences économiques, sociales et de gestion, droit et science politique, lettres et sciences humaines.

aux différentes facettes du fonctionnement d'une organisation afin qu'ils puissent exercer au mieux leurs fonctions de décideur. Quatre objectifs sont posés : l'acquisition de la maîtrise politique des outils de gestion, la découverte du potentiel de ressources disponibles au sein des organisations de l'économie sociale locales, la réalisation d'un projet de développement local sur un territoire en mobilisant les différents acteurs de l'économie sociale, une certification sanctionnée par un diplôme d'Université (Bac +2). Cette formation bénéficie d'un financement du Conseil régional de Champagne-Ardenne ne laissant à ses participants que la charge de l'inscription à la scolarité de l'Université.

Le dixième groupe a débuté la formation en novembre 2007 et ce sont près de 150 personnes qui sont entrées en formation depuis 2000.

La formation des salariés : une histoire de plus de 20 ans.

Tout a commencé à l'Université de Reims-Champagne-Ardenne en 1984 à partir de la création par René Morin⁽¹⁷⁾ de l'Institut régional universitaire de Sciences sociales appliquées (Irussa) dédié principalement à la formation continue dans les domaines de l'action sanitaire,

sociale, socio-éducative et socio-culturelle. Ces secteurs sont en majorité constitués d'entreprises associatives.

Dès le départ dans le projet de l'Institut, il s'agit bien, d'une part, de partir des besoins de terrain des professionnels pour élaborer avec eux des programmes de formation diplômants et, d'autre part, d'appliquer les valeurs de l'économie sociale dans le projet pédagogique : démocratie, coopération, partenariat, solidarité, utilité sociale, principes de « l'école mutuelle »⁽¹⁸⁾. C'est ainsi que l'Université de Reims-Champagne-Ardenne a pu proposer depuis plus de 20 ans des diplômes de premier, second et troisième cycles dans le domaine de l'action sociale, des sciences et pratiques sociales et éducatives en collaboration étroite avec les différents partenaires professionnels et qu'elle a pu délivrer dès le début des années 1990 un certificat européen de formation universitaire en économie sociale.

En 1999, l'institut intègre l'UFR de sciences économiques sociales et de gestion et en 2001 Marc Fourdrignier, maître de conférence en sociologie, en devient le directeur.

A partir de l'expérience du Dagees et du travail de réflexion engagé par la Chambre régionale de l'Économie sociale et la Région Champagne-Ardenne en concertation avec les salariés de l'économie sociale, l'UFR de sciences économiques sociales et de gestion a ouvert une licence professionnelle (2004) et un master professionnel (2007) à destination des salariés « managers » des entreprises de l'économie sociale.

Par ailleurs, l'offre de l'Université de Reims-Champagne-Ardenne ne se limite pas à ces filières d'économie sociale. Elle propose aussi aux acteurs de l'économie sociale des diplômes partageant des tronc communs avec les acteurs du champ économique global, comme le master en organisations marchandes et non marchandes qui offre un parcours « Entrepreneurat privé,

(17) René Morin, maître de conférence en sociologie, fondateur et directeur de l'Irussa de 1984 à 2001.

(18) « dont les milieux rémois et champardennais ont été le berceau à la fin du xix^e et au début du xx^e siècle. Un des principes repose notamment sur l'idée de coopter celui qui détient le savoir et (ou) l'expérience. Ce dernier se mettra au service de celui qui aspire à connaître et à faire ». Interview René Morin réalisée par l'Union ; 13 décembre 1995.

Toutes les formations peuvent être suivies dans le cadre de la formation continue.

Pour tout renseignement concernant les possibilités de financements, les aménagements d'étude, les validations des acquis professionnels (VAP), la validation des acquis de l'expérience (VAE), contacter :

Isabelle Boys :
isabelle.boys@univ-reims.fr
Tel. : 03 26 91 38 42.

Jérémy Mauuarin :
Jeremy.mauuarin@univ-reims.fr
Tel. : 03 26 91 89 34.

public, associatif ». Cette formation part de deux principes : il existe trois logiques d'entreprendre dans une économie de marché et donc elle reconnaît l'économie sociale comme une autre façon d'entreprendre, tout entrepreneur potentiel doit avoir les moyens et les capacités de choisir entre ces trois types d'entreprenariat.

L'offre de formation en économie sociale de l'Urc

L'UFR de Sciences économiques sociales et de gestion organise aujourd'hui les formations diplômantes suivantes :

Les diplômes d'université

- Le diplôme d'études en sciences sociales et éducatives de l'Université de Reims (Bac + 2)⁽¹⁹⁾ qui s'adresse aux personnes désireuses d'orienter leurs études dans les champs du culturel, du social, du sanitaire, de l'information, de l'insertion par l'activité économique. La formation se déroule en un an et s'appuie sur l'alternance entreprise-université à raison de deux semaines en entreprise, une semaine à l'université. L'insertion sur le marché du travail se réalise souvent dans de nouveaux métiers tels que formateur animateur (lutte contre l'illettrisme, revenu minimum d'insertion...), correspondant mission locale, agent de développement social des quartiers, accompagnateur social (logement, santé, personnes âgées, handicapés...)
- Le diplôme d'université des conseillers de

Mission locale (Bac + 3)⁽²⁰⁾ mis en place à la demande du Conseil régional pour professionnaliser les conseillers des Missions locales et des permanences d'accueil, d'information et d'orientation.

- Le diplôme d'administration et de gestion des entreprises de l'économie sociale (Dagees, Bac + 2)⁽²¹⁾ à destination des bénévoles élus décideurs des associations, des coopératives et des mutuelles. Financé par la Région, il se déroule sur 18 mois à raison d'un samedi par mois.

Les licences

- La licence Sciences sanitaires et sociales⁽²²⁾. Elle comprend six semestres. Elle a pour objectif d'amener les étudiants à comprendre et analyser les enjeux théoriques des politiques sanitaires et sociales, de les former aux méthodes et outils pratiques dans ces domaines, de leur faire connaître le fonctionnement du secteur sanitaire et social. Elle ouvre l'accès aux nouveaux métiers : intervenant social, chargé d'insertion, intervenant médico-social, chargé de prévention.
- La licence professionnelle Intervention sociale, spécialité métiers de l'insertion et de l'accompagnement social⁽²³⁾, se déroule en alternance entreprise-université, durant deux semestres et s'adresse aux professionnels des champs social et éducatif, des champs social et humanitaire. Elle ouvre l'accès aux nouveaux métiers : accompagnateur social, animateur, chargé d'accompagnement auprès des publics en difficultés, accompagnateur d'insertion, animateur en entreprise d'insertion, conseiller emploi, conseiller formation, conseiller en insertion sociale et professionnelle, coordinateur social.
- La licence professionnelle Management des organisations, spécialité administration et gestion des entreprises de l'économie sociale⁽²⁴⁾, se déroule en deux semestres⁽²⁵⁾ en alternance à raison de deux jours en entreprise et deux jours à l'université par semaine. Son projet est de former les cadres techniciens tout en leur donnant une formation de base en économie sociale. Les emplois visés sont ceux de responsables de petites structures associatives ou salariés d'un service (comptabilité, finances, ressources humaines, développement...) dans de grosses associations, des coopératives, des mutuelles.

(19) Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion, bureau 3088, 57 bis rue Pierre Taittinger, 51096 Reims Cedex – Contact : laurence.mayeux@univ-reims.fr – Tél. : 03 26 91 89 32 Fax: 03 26 91 89 33.

(20) Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion, bureau 3088, 57 bis rue Pierre Taittinger, 51096 Reims Cedex – Contact : laurence.mayeux@univ-reims.fr – Tél. : 03 26 91 89 32 Fax: 03 26 91 89 33.

(21) UFR sciences économiques, sociales et de gestion, 57 bis rue Pierre Taittinger, bureau 3094, 51096 Reims Cedex – Contact : sandrine.deleuze@univ-reims.fr – Tél. : 03 26 91 85 84.

(22) UFR de sciences économiques sociales et de gestion, bureaux 3094-3088, 57 bis rue Pierre Taittinger, 51096 Reims Cedex – Contact L1 : sandrine.cresson@univ-reims.fr, virginie.pfohl@univ-reims.fr – Tél. : 03 26 91 84 57 (85-41). L2-L3 : laurence.mayeux@univ-reims.fr - Tél. : 03 26 91 89 32.

(23) UFR sciences économiques sociales et de gestion, bureau 3088, 57 bis rue Pierre Taittinger, 51096 Reims Cedex – Contact : laurence.mayeux@univ-reims.fr – Tél. : 03 26 91 89 32.

(24) UFR Sciences économiques sociales et de gestion, bureau 3094 – 57 bis rue Pierre Taittinger 51096 REIMS Cedex – Contact : sandrine.deleuze@univ-reims.fr – Tél. : 03 26 91 98 32.

(25) Cette formation peut être suivie en 2 ans, les étudiants ayant cours le vendredi après-midi et le samedi matin, ce qui permet aux petites structures associatives de séparer de leurs salariés une seule demie journée par semaine.



△ **Urca, le bâtiment recherche qui abrite le centre de recherche Omi-Lame.**

Les masters

- Le master Sciences sociales, spécialité interventions sanitaires et sociales ⁽²⁶⁾, avec trois parcours : développement local, administration des établissements sanitaires et sociaux, encadrement des unités de soins et de formation ⁽²⁷⁾.

Il est organisé sur un principe d'alternance qui associe des semaines de regroupement à l'université (13 semaines dans l'année à raison d'une semaine sur 3) et un stage ou une situation professionnelle. Cette modalité, au niveau Bac + 5, permet une immersion forte dans l'institution d'accueil et favorise l'implication effective de l'étudiant dans une mission précise, permettant de définir et mettre en oeuvre un projet et d'analyser la dynamique de changement, voire les obstacles. Il s'agit d'accéder à des missions de diagnostic, d'expertise d'évaluation ou d'encadrement de projets territoriaux, de structures sociales ou médico-sociales ou de structures de soins.

- Le master Management des organisations, spécialité administration et gestion des entreprises de l'économie sociale ⁽²⁸⁾, avec trois parcours : management de l'économie sociale, entrepreneuriat, recherche en économie sociale. Il forme en deux semestres les cadres de haut niveau, des directeurs de services et des chefs de projets. Une culture générale sur les origines, les valeurs, l'histoire et les enjeux de l'économie sociale complète une formation en management et à la conception, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation de projets.

- Le master professionnel en Économie, spécialité organisations marchandes et non marchandes, parcours entrepreneuriat privé, public, associatif ⁽²⁹⁾, forme en deux semestres à l'aide et au conseil en management, à la création d'activités nouvelles contribuant au développement économique ou social d'un territoire, à l'expertise dans le domaine bancaire sur des projets d'investissements liés à la création d'activités

nouvelles. Ces activités peuvent prendre la forme d'entreprises à but non lucratif.

Au-delà de toutes ces offres de formation structurées, les équipes d'enseignants-chercheurs et des experts qui interviennent dans les formations, peuvent répondre à des demandes particulières des élus politiques ou de ceux de l'économie sociale : formations, études, accompagnements... Pour l'université de Reims-Champagne-Ardenne, ces partenariats entre acteurs de l'économie sociale, acteurs politiques et enseignants/chercheurs constituent désormais une part de ses engagements. Dernière en date, une étude a été lancée fin 2007 sur l'offre de services à la personne en Champagne-Ardenne pour répondre aux évolutions d'un secteur qui se diversifie. Les attentes et les inquiétudes se font pressantes devant l'arrivée massive des sociétés commerciales sur ce champ. C'est pourquoi, la Chambre régionale d'économie sociale de Champagne-Ardenne, l'Union régionale interfédérale des oeuvres et organismes privés sanitaires et sociaux, l'Union régionale des entreprises d'insertion et l'Union régionale des associations intermédiaires ont décidé de lancer une enquête sur les perspectives de développement économique dans le secteur des services à la personne en Champagne-Ardenne. De même, la Chambre régionale de l'économie sociale soutenue par la Région et le Conseil économique et social régional, vient de lancer une étude action sur le secteur de l'insertion par l'activité économique à laquelle participe un étudiant en Master administration et gestion des entreprises de l'économie sociale : état des lieux et perspectives de développement. Gageons que l'expérience acquise dans plusieurs démarches similaires saura mettre chercheurs et acteurs de l'économie sociale champardennais sur le chemin d'innovations fructueuses. ●

Chambre régionale de l'économie sociale de Champagne-Ardenne (Cresca)

48 rue du Barbâtre,
51100 Reims

Contact : Djamel Didi,
directeur ; Amandine Sol,
secrétariat

cresca-secretariat@
wanadoo.fr

Tel. : 03 26 07 96 43.

(26) UFR Sciences économiques sociales et de gestion- bureau 3088, 57 bis rue Pierre Taittinger, 51096 Reims Cedex – Contact : laurence.mayeux@univ-reims.fr – Tél. : 03 26 91 89 32

(27) Formation mise en place dans le cadre d'une convention avec le Centre hospitalier universitaire de Reims et plus spécifiquement l'Institut de formation des cadres de Santé.

(28) UFR Sciences économiques, sociales et de gestion – bureau 3094 – 57 bis rue Pierre Taittinger, 51096 Reims Cedex – Contact : sandrine.deleuze@univ-reims.fr – Tél. : 03 26 91 89 32

(29) UFR Sciences économiques, sociales et de gestion – bureau 3116 – 57 bis rue Pierre Taittinger, 51096 Reims Cedex – Contact : pascal.anger@univ-reims.fr – Tél. : 03 26 91 84 02